

Alain Caillé

L'URGENCE D'UN
MODÉRANTISME RADICAL
s'émanciper sans s'étriper



LES EXTRAS
DU MAUSS

INGED • M|A|U|S|S

L'urgence d'un modérantisme radical



ALAIN CAILLÉ

L'URGENCE D'UN
MODÉRANTISME RADICAL
S'ÉMANCIPER SANS S'ÉTRIPER

INGED/MAUSS

Maquette et composition :
INGED L'INGÉNIERIE ÉDITORIALE.
2, ALLÉE DE LA PLANQUETTE – 76840 HÉNOUVILLE.

ISBN 2-914819-69-2

Avant-propos

C'est sans doute assez présomptueux, mais au vu de l'exacerbation croissante des polémiques actuelles sur l'islam, le décolonialisme, la *cancel culture*, le féminisme radical, la laïcité, etc. il m'a paru urgent (d'où, d'ailleurs, le titre que j'ai choisi) de publier cet appel à un modérantisme radical. Pour le sortir chez un éditeur et accéder aux librairies il m'aurait fallu attendre au moins six mois, ou, plus vraisemblablement neuf à douze. Or, je pense que l'élection présidentielle (et, avant elle, les régionales) ont de bonnes chances de se polariser sur ces thèmes.

Ce qui est présomptueux c'est de croire qu'un appel au calme lancé par moi puisse avoir le moindre effet. Mais sait-on jamais ?

Les voies du cheminement des idées sont encore plus impénétrables que celles du Seigneur. J'ai donc choisi d'utiliser la facilité que m'offre la décision prise il y a un an par la *Revue du MAUSS* de créer une collection, « Les Extras du MAUSS », vouée à accueillir des livres que les éditeurs ne voudront pas prendre le risque financier de publier mais qui nous semblent pourtant mériter de l'être. Ces ouvrages, n'étant pas diffusés par les diffuseurs habituels, ont peu de chances de se trouver en librairie, mais il est possible de les commander sur le site www.revuedumauss.com, et maintenant également via celui des éditions Le Bord de l'eau.

Comme j'aimerais que les idées défendues ici puissent circuler rapidement, j'ai voulu que la version numérique de cet ouvrage soit en accès gratuit sur le site du MAUSS (www.journaldumauss.net) et sur celui du convivialisme (www.convivialisme.org). Les lecteurs qui préfèrent lire sur papier trouveront sur ces sites le lien permettant de passer commande.

Introduction

Voilà à peu près où nous en sommes en France comme dans un nombre croissant de pays, aux États-Unis par exemple : plus personne n'écoute ou ne croit en personne en dehors de ce que les sociologues appellent son ou ses groupes d'appartenance. Groupes d'appartenance qui sont autant de groupes de croyance. Chacun de ces groupes dispose en effet de ses propres canaux d'information et de discussion exclusifs, pour l'essentiel des réseaux sociaux, Facebook, Twitter, Instagram, Snapchat, etc. Seuls eux sont censés dire la vérité. Les autres groupes d'appartenance et de croyance, et notamment les media nationaux, de plus en plus, on les ignore ou on les hait. Les groupes

d'appartenance et de croyance se transforment ainsi en groupes de colère et de détestations partagées.

Cette coalescence des groupes d'appartenance, de croyance et de détestation n'est pas seulement le fait des classes dites populaires, et tout aussi aisément dites « comploïstes », face aux « élites » ; ou des bandes de jeunes qui s'affrontent, jusqu'à la mort parfois, pour un oui, pour un non, pour le seul plaisir d'apparaître héroïques sur les réseaux sociaux. Entre intellectuels, entre membres du showbiz, entre sympathisants politiques également (l'affrontement entre supporters de Trump ou de Biden a été de ce point de vue exemplaire), on reste largement dans l'entre-soi, et le ton et la violence montent jour après jour. Partout, de plus en plus, on n'existe qu'en participant à la dénonciation et à la stigmatisation d'adversaires le plus souvent largement imaginaires et inventés pour les besoins de la cause (mais qui, bien sûr, du coup le deviennent réellement). Comment les démocraties pourraient-elles survivre longtemps à cette dislocation multidimensionnelle de l'espace public ?

D'où vient-elle ? On n'en finirait pas d'analyser les causes de cette explosion d'un monde qui devrait être en principe commun au moins à tous les habitants d'un même pays. Pour ma part, j'en vois deux séries principales qui entretiennent entre elles des liens aussi paradoxaux qu'étroits.

La première tient à l'hégémonie désormais mondiale du néolibéralisme. Celui-ci repose sur le postulat que la société n'existe pas (*there is no such thing as society*, comme l'exprimait si clairement et radicalement Margaret Thatcher), qu'il n'y a que des individus (et leur famille), et que le seul mode de relation possible et souhaitable entre eux est la concurrence généralisée de tous contre tous. Ce postulat est devenu la norme universelle. Il plonge les individus en question, ainsi principiellement désocialisés, dans une désolation ou dans un désarroi sans fond, qui ne trouvent comme remède que le refuge dans la famille et dans les groupes d'appartenance. Groupes d'appartenance eux-mêmes en concurrence avec tous les autres, et donc de plus en plus haineux¹.

1. Bien sûr, je force le trait, mais la tendance est là, bien réelle et toujours plus actuelle.

La seconde série de causes est le résultat à la fois de la première et de l'aboutissement de l'irrésistible dynamique démocratique si bien analysée par Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique*. Chacun veut être (au moins) l'égal de tous les autres. Personne ne supporte plus la moindre infériorité et donc, la moindre supériorité. Les sociétés volent en éclats et avec elles toutes les hiérarchies héritées. Les dominations passées, les inégalités, les mépris, les exploitations, les colonisations, les stigmatisations qui semblaient hier légitimes, naturelles, allant de soi ou à tout le moins tolérables, apparaissent désormais au grand jour pour ce qu'elles sont : intolérables. Après *Me-Too* et après la vague (le tsunami plutôt) de mises au grand jour de multiples cas de harcèlement sexuel dans toutes les franges de la société, plus jamais la domination masculine n'apparaîtra supportable. On découvre aujourd'hui chaque jour avec effarement de nouvelles victimes d'inceste ou de pédophilie. Ce qui restait caché et tu hier, ne l'est plus aujourd'hui. Le racisme est définitivement insupportable. Les crimes coloniaux même anciens, à com-

mencer par l'esclavagisme, ne peuvent plus être passés sous silence. Etc.

Cette libération de la parole, cette prise de conscience de la violence, des violences multiples, qui ont tissé la trame de l'histoire commune de l'humanité, ne peuvent pas être vues autrement que comme un gigantesque progrès de l'esprit humain et de sa capacité morale. Ce progrès, il faut à tout prix le mettre à l'abri des effets pervers qu'il pourrait entraîner. À l'abri du *backlash*, du retour de manivelle, bien sûr, qui se traduirait par un retour en force du virilisme machiste, du racisme, des régimes autoritaires ou des intégrisme religieux. Mais il doit être mis à l'abri également, et c'est le plus difficile à bien penser, du renforcement de l'hégémonie néolibérale que cette libération risque d'alimenter à son corps défendant. En ne voulant voir que des individus sans qualité, sans sexe, sans couleur de peau, sans insertion sociale définie, le néolibéralisme peut en effet se présenter avantageusement comme le grand libérateur et le grand égalisateur universel, même s'il n'égalise qu'en démultipliant les inégalités, et ne libère qu'en renvoyant cha-

cun à sa solitude, à son impuissance, et *in fine* à son aliénation.

Le grand défi auquel nous sommes désormais confrontés est donc de réapprendre à nous parler et à débattre en tentant ensemble, majoritairement, de desserrer la tunique de Nessus que représente le néolibéralisme, idéologie d'un capitalisme rentier et spéculatif. Nos sociétés, nos passés sont pétris de violences, voilà désormais l'évidence. Faut-il pour autant en faire table rase, n'en rien garder, au grand risque de ne plus exister que sur et par le marché mondial, qui détruit allègrement la nature et nos solidarités ? Comment, au contraire, telle est la question, pourrions-nous rebâtir un monde commun, vivre ensemble (dans la préservation de notre environnement naturel), nous regarder et nous écouter au lieu de rester chacun dans son cocon de haine ? Pour cela il importe avant tout de comprendre l'infinie complexité des montages sociaux qui se sont succédé dans le temps et dans l'espace, tous ou presque porteurs d'injustices mais aussi, pour beaucoup, d'arts de vivre, et de sens. De comprendre égale-

ment l'infinie complexité des processus de libération. Il ne suffit pas de dénoncer les dominations subies pour se retrouver automatiquement du côté du vrai et du juste, immunisé contre tout désir de domination en retour. Avec l'accélération permanente de nos modes de vie, si bien mise en lumière par le sociologue-philosophe Hartmut Rosa, plus personne n'habite véritablement dans le même espace-temps social et historique. C'est ainsi, par exemple, que les féministes musulmanes ne se reconnaissent guère dans le féminisme occidental, parce que, tout en subissant plus que les femmes occidentales le poids du machisme, elles n'entendent ni renoncer à l'art de vivre qui s'est forgé à travers les siècles dans le cadre de l'islam, ni participer à la stigmatisation de leurs pères ou de leurs frères. De même, les féministes occidentales d'un certain âge qui avaient réussi à rééquilibrer au moins pour partie leurs rapports avec leurs contemporains masculins, ont du mal à se reconnaître dans la substitution symbolique du « genre » au « sexe », et à abjurer la différence des sexes. Ou encore, les colonisés d'hier qui

aspiraient à la reconnaissance des colonisateurs, n'admettent guère le rejet des valeurs républicaines par ceux de leurs enfants ou de leurs petits-enfants qui leur préfèrent le djihad. Etc.

Entre tous ces points de vue, entre tous ces rapports si différents au temps et à l'espace il n'existe pas de point de vue de surplomb depuis lequel on pourrait décréter à coup sûr lequel est le plus juste. Mais on voit bien lesquels ne sont assurément **pas** justes et doivent donc être combattus comme tels : il s'agit précisément de ceux qui croient détenir à coup sûr la vérité et qui, forts de cette certitude, refusent d'entendre les autres et de leur accorder la moindre valeur ou pertinence. Tous ceux qui absolutisent et hypos-tasient leur adversaire : l'islam, l'occident, les hommes, les femmes, le populisme, la classe politique, etc. Ou encore, pour faire référence aux débats en cours, le point de vue de ceux qui veulent interdire de parole ou d'écriture ceux qui n'ont pas le bon sexe, la bonne sexualité, la bonne couleur de peau. Bref, la *cancel culture*. Ou encore, ceux qui croient voir des islamo-gauchistes

partout², ou ceux qui, à l'inverse refusent ou craignent de s'insurger contre la *cancel culture* et l'interdiction faite à ceux que l'on n'aime pas – Elisabeth Badinter, Alain Finkielkraut, Sylviane Agacinski, Marcel Gauchet, François Hollande, Marine Le Pen, par exemple, etc. –, de s'exprimer en public. Ceux qui s'autorisent à militer pour de telles interdictions croient être à la pointe de la lutte pour l'émancipation. Ils ne sont à la pointe que de la lutte pour une aliénation encore pire que celle qu'ils combattent.

C'est dans ce contexte que nous avons absolument besoin de développer et de défendre ce que je propose d'appeler un *modérantisme radical*, ou encore une *radicalité radicalement modérantiste*. Une radicalité

2. À l'université notamment, à en croire la ministre de l'Enseignement supérieur, où il serait pourtant bien difficile d'en trouver un seul. Il est curieux et instructif de constater que le terme islamo-gauchisme, forgé par le politologue Pierre-André Taguieff pour stigmatiser le soutien apporté à la cause palestinienne par une frange de la gauche radicale soit utilisé pour dénoncer la pensée décoloniale et, au-delà, la *cancel culture* qui n'ont à peu près rien à voir avec la question palestinienne.

bien tempérée, si l'on préfère. Nous avons besoin de radicalité pour révéler et rendre intolérables toutes les dominations et les injustices. Mais nous avons aussi besoin que cette radicalité soit radicalement, intraitablement, modérantiste pour ne pas basculer dans son contraire et échouer dramatiquement, en se révélant plus oppressive que libératrice. Voilà un objectif difficile à penser et à réaliser, et notamment pour les jeunes qui ont besoin de s'opposer à un adversaire à portée de mains, clairement identifiable³. Mais il est primordial si nous voulons reconstruire nos sociétés démantelées par près d'un demi-siècle de néolibéralisme. Il s'agit, en quelque sorte, d'introduire dans le champ des idées une *stratégie de non-violence intellectuelle*. Cette non-violence qui n'a rien à voir avec la passivité ou la lâcheté⁴ – c'est tout le contraire –, qui a si bien réussi à Gandhi dans sa lutte contre les colonisateurs anglais.

3. Mais ce qui est facteur d'espoir c'est que les jeunes générations actuelles sont d'une exigence sourcilleuse sur la démocratie et le pluralisme.

4. Mais beaucoup avec ce que Jean Birnbaum appelle *Le courage de la nuance* (Seuil, 2021).

Qu'elle ne relève pas de la lâcheté mais bel et bien du courage, c'est ce qui apparaîtra vite lorsqu'on verra la levée de boucliers qu'elle pourrait susciter. Comment ça ? Tolérer l'infâme (ceux qui ne pensent pas comme moi) ? C'est infâme !

Voilà dans quel esprit il m'a semblé utile, voire urgent au vu des polémiques en cours, de rassembler trois petits textes écrits à l'usage de mes amis convivialistes. Ce n'est pas le lieu de présenter le convivialisme⁵. Je n'en dirai ici que l'essentiel : sous ce même drapeau cohabitent et discutent, et s'accordent même parfois, depuis quelques années déjà, des personnes (des personnalités...) d'un peu tous les pays maintenant, en provenance de bords idéologiques très divers, voire opposés. La chose est donc possible, il est donc concevable de s'opposer et de discuter sans se massacrer. Bonne nouvelle, non ? J'en déduirais bien pour ma part que le

5. Les lecteurs intéressés liront le *Second manifeste convivialiste. Pour un monde post-néolibéral* (auteur : Internationale convivialiste), Actes Sud, 2020. Ou ils consulteront son site : www.convivialisme.org.

convivialisme est un modérantisme radical.
Et réciproquement.

P.S. Le premier texte approfondit les raisons d'opter pour un modérantisme radical. Le deuxième détaille la situation de guerre civile larvée dans laquelle nous nous trouvons. Le troisième est un plaidoyer pour une éthique de la discussion convivialiste, qu'on pourrait aussi bien présenter comme un choix de non-violence intellectuelle⁶.

6. Celui qu'a mis en œuvre, sans le dire en ces termes, la *Revue du MAUSS* depuis ses débuts. Il y a quarante ans.

Plaidoyer pour un modérantisme radical

Au tournant du millénaire les politologues ne parlaient plus que de « transition démocratique » et prédisaient que les dictatures restantes allaient s'effondrer les unes après les autres pour laisser place à autant de démocraties parlementaires. Vingt ans après, c'est la démocratie qui s'est réduite en peau de chagrin pour devenir une sorte de chef-d'oeuvre en (grand) péril. La marche des supporters de Trump sur le Capitole le 6 janvier 2021 à l'appel du président sortant est de ce point de vue hautement révélatrice et résume l'essentiel. La conclusion à en tirer n'est pas mystérieuse : le système de la démocratie représentative, parlementaire et partidairer est à bout de souffle. La question s'impose donc : comment sauver l'esprit de la démocratie en la refondant ?

Pourquoi vouloir sauver et revivifier l'esprit de la démocratie ? On pourrait résumer la réponse en une phrase : « Démocratie (régénérée) ou barbarie ». Mais, curieusement, dans les pays qui ressemblent encore à des démocraties la démocratie fait de moins en moins recette. Ailleurs, en revanche, tous ceux qui se dressent contre les dictatures, que ce soit en Algérie avec le *hirak*, au Soudan, en Birmanie, en Inde, en Russie ou en Biélorussie, en Égypte, etc., le font au nom des principes démocratiques. Seuls ceux-ci sont politiquement universalisables. Là pourtant, où ils sont à peu près respectés, ils séduisent de moins en moins. Ils ne « parlent pas ». Ou pas assez, ou pas assez clairement. La raison principale en est que la crise de la démocratie n'est pas seulement une crise des institutions, à laquelle on porterait plus ou moins facilement remède en proposant telle ou telle réforme institutionnelle : une constituante, par exemple, la VI^e République, le référendum d'initiative populaire, la proportionnelle, etc. Bien plus profondément, elle est une crise de l'esprit même de la démocratie. C'est peut-être de cette crise dont il convient de parler en pre-

mier avant d'imaginer quelque réforme institutionnelle que ce soit. Mais la chose est beaucoup plus difficile que de proposer une recette-miracle censée pouvoir tout régler. S'y hasarder est même dangereux tant cette crise est multidimensionnelle et tant la diagnostiquer correctement implique de lever beaucoup de non-dits et de tabous.

Quelle démocratie ?

Disons-le un peu différemment. Il existe une vingtaine ou une trentaine de définitions différentes de la démocratie, mais il est possible d'en distinguer deux grands types. Les définitions du premier type se focalisent sur le système institutionnel : pluralisme de partis, liberté de la presse, libertés des élections, équilibre des pouvoirs, etc. Les secondes, dans le sillage notamment de Tocqueville, insistent sur l'importance de l'existence d'une culture politique démocratique partagée (le respect du résultat des élections, par exemple) sans laquelle la mécanique institutionnelle tourne à vide. Pas de démocratie effective sans accep-

tation du conflit et de la division, dirait par exemple un des principaux penseurs de la démocratie Claude Lefort. J'aime bien pour ma part la caractérisation de la démocratie moderne proposée par la philosophe Chantal Mouffe : le couplage de l'enracinement du pouvoir dans le peuple et du principe libéral de la discussion. Le problème aujourd'hui c'est qu'on voit de moins en moins où est « le » peuple, qui en fait partie, d'une part, et que, de l'autre, plus personne ne veut plus discuter avec personne, et que l'on préfère dénoncer – *via* internet notamment –, et de plus en plus violemment, plutôt qu'argumenter.

La question principale qu'il nous faut affronter est donc celle de savoir ce qui produit ce déchaînement d'intolérance (dont les USA là aussi nous donnent un exemple éclatant) concomitant avec la venue au pouvoir désormais récurrente de bouffons plus ou moins fascistes⁷ ? Pourquoi les peuples,

7. Qui, comme leurs prédécesseurs du xx^e siècle, s'accommodent parfaitement du règne du marché par ailleurs. Élus en réaction aux dégâts provoqués par la marchandisation de la société, ils en facilitent l'extension.

de plus en plus, votent-ils pour eux ? C'est démocratiquement qu'Hitler était parvenu au pouvoir. Démocratiquement que les Trump, Bolsonaro, Salvini, Johnson⁸, etc. y accèdent ou pourraient y accéder aujourd'hui, de même que les « démocrates » illibéraux comme Orban, Kaczynski, Duda, etc. Si nous ne répondons pas à cette question, qui est celle des causes du retournement de la démocratie contre elle-même, nous nous condamnerons largement à l'impuissance car notre problème est de savoir comment amener les peuples à préférer une démocratie saine et effective à ses simulacres grotesques et mortifères⁹.

8. Rétrospectivement, Berlusconi apparaît comme leur précurseur.

9. J'emprunte ces termes de « bouffons » et de « pouvoir grotesque » à l'excellent livre de Christian Salmon (cosignataire du *Second manifeste convivialiste*), *La tyrannie des bouffons. Sur le pouvoir grotesque* (LLL, 2020) qui renvoie aux analyses du « pouvoir grotesque » de Michel Foucault : « La souveraineté grotesque, écrivait Foucault dans son *Cours au Collège de France 1975-76*, opère non pas en dépit de l'incompétence de celui qui l'exerce mais en raison même de cette incompétence et des effets grotesques qui en découlent », cité par Ch. Salmon, p. 30)

Pourquoi ce délitement de la discursivité démocratique, cette intolérance généralisée, etc. ?

Vastes questions qui mériteraient plus que quelques notations cursives. Je fixe juste ici quelques hypothèses.

- Voilà longtemps que je défends l'idée que nous avons basculé depuis les années 1980-1990 dans un régime politico-social et symbolique que je propose de qualifier de parcellitarisme ou de totalitarisme. Ce régime est aussi éloigné de la démocratie que les totalitarismes d'hier qui sacrifiaient les individus sur l'autel de collectifs hypostasiés – l'État, la race, le prolétariat – mais il l'est de l'autre côté, comme par un mouvement de balancier. C'est tout ce qui est de l'ordre du collectif ou du commun qui est désormais sacrifié et réduit en parcelles, indéfiniment recomposables ou décomposables au gré des besoins du moment (du marché, en l'occurrence). L'hyperindividualisme est évidemment la manifestation la plus spectaculaire de ce parcellitarisme. Le néolibéralisme est son idéologie, et le capitalisme rentier et spéculatif son bras séculier.

- Impossible de faire du commun (un « peuple » par exemple) sur ces bases et donc d’instaurer un espace de débat à partir de références partagées. Tout projet commun est voué à retomber dans l’éclatement d’une myriade de particules élémentaires animées par un mouvement brownien. Qu’on songe, par exemple à l’expérience de Nuit debout, au mouvement des gilets jaunes, aux printemps arabes, etc. Tous ces mouvements procèdent d’une protestation d’inspiration démocratique mais ils s’autodétruisent et se vouent à l’impuissance par leur incapacité à être représentés, organisés *a minima* et à faire émerger des porte-parole (ne parlons pas de leaders). Ou, plutôt, ils échouent inéluctablement en raison de leur *refus* catégorique, absolu, irréfragable de tout ce qui pourrait déroger à une totale horizontalité de principe.

- Face à ce désir d’égalité radicale aucune institution, aucune autorité ne fait le poids. Aucune autorité politique ou institutionnelle, bien sûr. Mais aucune autorité scientifique ou intellectuelle non plus. Car l’idée même que certains puissent en savoir plus

que d'autres, qu'il y ait des « sachants », est devenue proprement insupportable. Tout savoir doit venir d'en bas ». Tout ce qui vient d'« en haut » est immédiatement discrédité.

- Rien de surprenant à cela tant ceux qui sont « en haut » se sont rendu haïssables. En France, en Europe, les « élites » politico-administratives ont amplement fait la preuve que le souci de leurs intérêts particuliers l'emportait largement sur celui de l'intérêt général. On ne compte plus les pantouffles ou les reconversions des hauts fonctionnaires ou des hommes et femmes politiques dans des niches privées grassement rémunérées. Et l'épidémie de coronavirus a eu le mérite amer de faire voir à tous combien nos sommités scientifiques sont au plus haut point désireuses de profiter de leur quart d'heure de célébrité. C'est que ce désir est devenu le désir de tous. De toute façon, tout le monde voit bien que nos « élites » ne maîtrisent à peu près rien. Qu'elles soient politiques, managériales ou intellectuelles, elles ne font décidément plus le poids face aux logiques et aux puissances économiques et financières qui régissent la planète. Et pourquoi s'impliquer dans l'École

(où les bons élèves se voient traités de bouffons...) et ingurgiter le savoir officiel si elle ne permet pas d'échapper au chômage et d'accéder à un emploi et à une place reconnue dans la société ?

- La démystification de la Science, la mise au grand jour de ses petits secrets de fabrication (humains, trop humains), de ses incertitudes, de ses tâtonnements et de ses erreurs est bien sûr à certains égards salutaires. Mais elle produit aussi des effets catastrophiques. Personne ne croit plus à rien. Ou plutôt, on ne croit plus qu'à ce à quoi et en quoi on veut croire. L'opinion publique est diffractée en d'innombrables canaux numériques particuliers dans lesquels chacun aime à se reconnaître, dans l'ignorance des autres. Le savoir commun, réduit en parcelles, n'est plus ni savoir ni commun. Il n'existe plus de faits ou de vérités, uniquement des vérités alternatives¹⁰. La

10. On sait que Guy Debord avait retourné la célèbre proposition de Hegel – « le faux est un moment du vrai » –, en « le vrai est un moment du faux ». C'était prémonitoire mais presque encore optimiste. On pourrait dire que tendanciellement le faux n'est plus qu'un moment du faux.

dimension dialogique de la démocratie ne peut pas y résister.

La dynamique égalitaire

Mais tout ceci ne suffit pas à expliquer l'explosion de haine, le climat de guerre civile larvée qui caractérise les sociétés contemporaines, même les plus riches, les plus « démocratiques » et en théorie pacifiées, les nôtres. La raison première en est très vraisemblablement à rechercher dans la dynamique toute-puissante de la passion pour l'égalité si bien dégagée par Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique*. Dynamique qui agit, montrait-il, avec une force irrésistible. Quels que puissent être les écarts de fortune, chacun aspire à « l'égalité des conditions » et se sent animé par une « haine des privilèges ». Mais Tocqueville, à part quelques passages sur l'esclavage ou la colonisation, n'avait en tête, et devant les yeux, que la lutte contre les anciens privilèges de l'aristocratie. La dynamique égalitaire a pris une toute autre ampleur aujourd'hui. Ce sont

toutes les dominations et les humiliations passées, instaurées depuis des siècles ou des millénaires, et encore présentes mais qui commencent à s'effriter, qu'il s'agit désormais d'abolir. À commencer, bien sûr, par la domination masculine, suivie par celle des civilisations ou des peuples dominés, exploités, stigmatisés et victimes du racisme, « racisés ». Tous entendent désormais à bon droit se voir reconnus une égale valeur. La question est de savoir par qui, et de quelle valeur il peut s'agir. Les femmes devraient-elles être reconnues par les hommes anciennement dominants ? Les ex-colonisés par les ex-colonisateurs ? Ce serait reconduire la domination. Mais affirmer la supériorité des femmes sur les hommes ou des colonisés sur les colonisateurs – en faisant par principe des victimes les seules instances légitimes à décréter le juste et le vrai – ne ferait également que reproduire la domination en en inversant simplement le signe. Or, si personne n'est habilité à reconnaître personne, comment quiconque pourrait-il avoir une quelconque valeur et trouver ainsi sens à sa vie ?

Linéaments d'une démocratie convivialiste

C'est dans la pleine conscience de cette complexité extrême que doit se chercher la voie d'une démocratie convivialiste. Celle-ci se fixe pour objectif d'accompagner et de favoriser toutes les tentatives de sortir des multiples régimes de domination institués ou hérités en veillant à ce que ces sorties, en se concurrençant les unes les autres ou en se bornant à inverser les signes de la domination, ne génèrent pas d'effets pervers. Que dire et que faire, pour y échapper ?

- Peut-être serait-il temps de défendre un *modérantisme radical* (ou un *radicalisme bien tempéré*). Autrement dit, de valoriser et défendre la possibilité que s'expriment les opinions les plus variées, même extrêmes, aussi longtemps qu'elles n'incitent ni à l'intolérance (à l'interdiction de la parole des autres) ni à la violence (et *a fortiori* au meurtre). Ou encore, d'être absolument tolérants avec ceux qui tolèrent les autres, mais absolument intolérants avec les intolérants, et notam-

ment lorsqu'ils s'expriment anonymement sur le web¹¹. Il est donc interdit d'interdire les conférences ou les propos de tel ou tel qui n'incite pas au massacre. Et il est *a fortiori* interdit d'interdire le dialogue ou le débat eux-mêmes. C'est le corrélat de l'impératif de maîtrise de l'*hubris*.

- Empêcher la rivalité autodestructrice des luttes contre la domination. Éviter, par exemple, que les luttes dites sociétales ne fassent passer au second plan la lutte des classes traditionnelle¹² ou l'indispensable combat contre la domination d'un pouvoir capitaliste devenu néolibéral. Ou, encore, qu'elles ne détournent l'attention de l'ur-

11. C'est ici que se pose le problème de la place des religions au sein d'une communauté politique. Par hypothèse les religions pensent s'inspirer d'une vérité d'essence supérieure (révélée) à celles qui organisent la vie politique. Elles ne constituent pas une menace pour l'ordre politique si elles n'entendent pas soumettre ce dernier à la vérité qu'elles disent détenir et si elles admettent que cette vérité elle-même est ouverte à des interprétations diverses.

12. Comme le redoutent, par exemple, Stéphane Beaud et Gérard Noiriel *in Race et sciences sociales. Essai sur les usages publics d'une catégorie*, Agone, 2021.

gence de la lutte contre le réchauffement climatique.

- Soutenir toutes les luttes contre la domination en prenant garde qu'une radicalité excessive ou que leur enchevêtrement n'engendrent des effets pervers. Une radicalité excessive, ivre d'elle-même, peut alimenter par exemple un *backlash* viriliste, une flambée de racisme et de nationalisme (les supporters de Trump cumulent les trois. Ils ont bien failli l'emporter). Les approches dites intersectionnelles qui font ressortir que certains – et plus encore certaines –, cumulent plusieurs formes de domination et/ou de stigmatisation sont nécessaires et éclairantes (et assez évidentes...), mais elles peuvent devenir contreproductives si elles refusent par principe, au nom de l'irréductible singularité des victimes, le soutien de celles et ceux qui en subissent un peu moins. Si elles interdisent par exemple à des hommes de défendre la cause des femmes, ou à des Blancs de défendre celle des Noirs.

- Comment réparer alors les torts faits aux victimes ? Cette question ne peut être éludée, mais la réponse est délicate. Une société qui

ajouterait à la concurrence économique et sociale du tous contre tous – imposée par le néolibéralisme –, une concurrence générale des victimes (plus victime que moi tu meurs) se révélerait vite invivable. Tout sauf conviviale. Le principe qui semble devoir s'imposer est celui de la préférence systématique à accorder à la construction d'un avenir partagé vivable sur la déploration du passé.

- Non qu'il s'agisse de nier celui-ci, et d'occulter l'histoire de la domination masculine, des exploitations coloniales, du racisme, des massacres commis, etc. Au contraire, ils doivent être largement connus, documentés, portés à la connaissance de tous. Les crimes commis par la France en Algérie ou à Madagascar, par exemple, doivent au plus vite sortir de l'ombre et du déni. Mais d'autres aussi qui concernent à peu près toutes les cultures du monde. Personne ne sait si l'Histoire a un sens, mais ce qui est sûr, c'est que, comme disait Shakespeare, elle est « pleine de bruit et de fureur », et qu'aucune culture, aucune couleur de peau, aucune religion n'a le monopole des massacres, de la domination et du crime. Difficile, donc, de

hiérarchiser les multiples culpabilités passées qui n'ont pas commencé avec le capitalisme. Le modèle qui doit nous inspirer ici est celui des Commissions vérité et réconciliation ou de la justice réparatrice. Hormis les propos ou les actes qui tombent sous le coup de la loi, évidemment, personne ne peut être inquiété pour des propos ou des actes passés dès lors qu'ils sont à la fois prescrits par la loi et reconnus par les coupables. Et moins encore pour des actes commis par ses semblables, ceux qui ont pour unique tort de partager avec les coupables réels ou supposés une même couleur de peau, une même culture, une même religion, etc. (« Si ce n'est toi c'est donc ton frère »).

Certains trouveront sans doute – certainement ? – ces propositions trop complaisantes envers les dominants passés ou présents, qui doivent expier leurs crimes. Mais mesurons bien l'étendue du problème auquel nous sommes confrontés : il ne nous faut pas seulement aménager la coexistence mais, plus encore, rassembler dans un combat commun contre le néolibéralisme et contre le réchauffement climatique (et ses corollaires) : ceux

qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas ; laïques, athées, catholiques, musulmans de diverses obédiences, protestants de diverses dénominations, juifs, bouddhistes, etc. ; socialistes, libéraux, anarchistes, communistes, écologistes ; les descendants des colonisés et les descendants des colonisateurs ; ceux qui croient à la différence des sexes et ceux qui n'y croient pas ; ceux qui en tiennent à tout prix pour l'hétérosexualité (encore très largement majoritaires mais peu audibles) et ceux ou celles qui ne veulent croire qu'au « génie » gay ou lesbien ; ceux qui croient ou veulent croire à la supériorité des hommes sur les femmes et celles (et ceux) qui croient ou veulent croire à la supériorité des femmes sur les hommes, etc.

Voilà qui demande beaucoup de tolérance et de sens des vertus du pluralisme. Seule la certitude que nous avons un avenir à bâtir ensemble – un avenir post-néolibéral qui maintiendra le réchauffement climatique dans des limites acceptables – peut permettre de dépasser ces contradictions et ces antagonismes en regardant d'abord vers l'aval et non en amont. C'est là où l'on retrouve la question de savoir ce qui a de la valeur.

Quelle valeur avons-nous, pourrions-nous, devrions-nous avoir ? À quel titre devons-nous aspirer à être reconnus dans une optique convivialiste ? La réponse n'est somme toute pas trop mystérieuse. Nous valons quelque chose *aujourd'hui* pour autant en premier lieu que nous contribuons – chacun à sa façon et à sa mesure, selon sa situation – à édifier une société conviviale ou convivialiste où l'on puisse coopérer en s'opposant sans se massacrer, en luttant contre l'*hubris*, dans le respect des principes de commune naturalité, commune humanité, commune socialité, légitime individuation et d'opposition créatrice.

- Le convivialisme est nécessairement républicain. Pour lui, le pouvoir ne peut procéder que du peuple, par quoi il est possible d'entendre désormais l'ensemble de ceux que les hasards de l'histoire ont mis en situation de partager, sur un territoire donné ou choisi, un passé, un présent, une langue (ou deux, ou trois), une culture (ou deux, ou trois) et une vision de l'avenir. De les partager plus qu'avec d'autres peuples. Le républicanisme convivialiste lutte contre toutes les formes

de domination, mais il n'entend pas abolir toute forme de pouvoir (sans quoi on ne peut rien faire) ni toute forme d'autorité (sans quoi on ne peut rien savoir ou penser). Ce qui n'empêche pas d'esquisser les traits de ce que pourrait être une République planétaire respectueuse de la diversité des républiques convivialistes.

Conclusion

Supposons que nous soyons tous à peu près d'accord avec ce qui précède, nous serons encore loin d'avoir réponse concrète et précise à toutes les questions terriblement pressantes (celle des contours précis de la laïcité aujourd'hui, par exemple) qui se posent au jour le jour. Mais il me semble que nous disposerons d'un rudiment de boussole qui nous permettra de mieux nous orienter. Cela étant, un des problèmes cruciaux à affronter est le suivant : beaucoup de jeunes se disent potentiellement séduits par le convivialisme mais peinent à s'en emparer, d'abord parce que nous ne leur proposons rien de précis et

de concret à faire, mais aussi et surtout (après tout, ils n'ont qu'à décider eux-mêmes ce qu'ils veulent en faire) parce qu'ils trouvent que le convivialisme n'est pas « assez radical ». Ce qui est vrai et faux. Vrai parce que, en effet, nous ne désignons pas d'ennemis concrets sur lesquels se jeter en meutes, pas de boucs émissaires, sauf, bien entendu, les patrimoines et les rémunérations obscènes engendrés par le néolibéralisme, mais ça paraît trop général et trop vague, ou trop lointain, hors de portée, et on ne sait pas trop comment faire. Faux parce qu'il y a un énorme travail à accomplir pour à la fois lutter contre le néolibéralisme et le réchauffement climatique en évitant le déchaînement des haines et des ressentiments croisés. Jeunes de tous les pays, saurez-vous accéder à ce niveau de conscience (plutôt réservé à l'âge mûr en général et en principe) ? Pratiquer, exiger et imposer un *modérantisme radical*, ou un *radicalisme bien tempéré*, et vous battre pour le faire triompher ? Si oui, tous les espoirs nous sont permis. Si non...

Nos guerres civiles larvées
Après la décapitation de Samuel Paty

Après la décapitation de Samuel Paty la France est entrée dans un climat de guerre civile larvée. Ou plutôt, une nouvelle guerre civile larvée, plus visible, plus bruyante, plus étonnante, plus dangereuse encore peut-être, est venue s'ajouter aux deux guerres civiles rampantes qui l'ont précédée et qui lui servent de terreau.

Il y a eu, il y a toujours, à bas bruit, la révolte des gilets jaunes contre les élites, les élites politiques notamment. Une révolte menée au nom de la République, de la nation et de l'enracinement contre des élites jugées d'autant plus coupables d'être hors-sol et « séparatistes » (pour employer en l'inversant le terme proposé par Emmanuel Macron au

débat public), qu'elles bénéficient du soutien de ceux qui placent leur fortune dans les paradis fiscaux.

L'autre guerre civile larvée, infiniment plus meurtrière et menaçante encore, est celle qui oppose une partie des populations se réclamant de l'islam radical au reste des Français et plus particulièrement à ceux qu'elle considère comme des « Gaulois » ou des « croisés ». La décapitation de Samuel Paty en est une des manifestations même si son auteur n'était pas français (comme celui de l'attentat de Nice qui a suivi). Son effet premier a été de mettre définitivement en lumière et de rendre désormais incontestable le refus massif des institutions et des normes culturelles françaises par cette frange de musulmans français en rupture avec la culture dominante. Quelle est l'ampleur de cette rupture ? Différents sondages attestent qu'elle est considérable. Ils font l'objet de contestations, mais tous laissent apparaître qu'un nombre désormais significatif de musulmans français, notamment chez les plus jeunes, ne se reconnaît guère dans les

valeurs de la laïcité et de la République¹³. C'est parmi eux que peuvent se recruter des sympathisants possibles de l'islam radical. En tout état de cause, on peut identifier un noyau activiste composé de ce que les pou-

13. Selon un sondage de l'IFOP publié le 8 septembre 2020 (vite contesté...) les musulmans français les plus jeunes sont plus radicaux que leurs aînés. 74% des Français musulmans de moins de 25 ans affirment « mettre l'islam avant la République ». Et 45 % des Français musulmans de moins de 25 ans pensent que « l'islam est incompatible avec les valeurs de la société française ». Dans un article du *Figaro* du 22 octobre 2020 le directeur du département Opinion de l'IFOP, Jérôme Fourquet, estime à « environ 750 000 personnes (soit un quart des musulmans français qui représentent eux-mêmes 6 % de la population) la minorité des musulmans épousant la vision du monde véhiculée par les tenants de l'islamisme radical ». Cela ne veut évidemment, et heureusement, pas dire que ces 750 000 personnes seraient prêtes à basculer dans l'action violente, même si elles hésitent à la désavouer. Et d'autant moins qu'il est probable qu'une bonne partie de ceux qui proclament la supériorité de l'islam sur la République, ou son incompatibilité avec elle, le font plus par provocation et sympathie communautariste que par conviction profonde. Il faut donc se méfier, en effet, de tels sondages, mais ne pas faire non plus comme s'ils n'existaient pas.

voirs publics appellent le « haut du spectre » – soit 1500 individus actuellement détenus soit pour appartenance ou pour lien avec une entreprise terroriste soit pour des faits de droit commun mais s'étant radicalisés en prison –, et une seconde strate constituée de 10 000 à 15 000 personnes recensées dans différents fichiers pour radicalisation. Ces chiffres, nous dit le politologue Jérôme Fourquet dans un utile rappel, sont comparables à ce qu'a connu l'Italie avec le terrorisme d'extrême-gauche durant « les années de plomb », de 1960 au début des années 1980, mais tout porte à croire que dans le cas présent l'aspiration à la violence risque de s'accroître fortement et de perdurer bien plus longtemps et profondément qu'en Italie. Tout cela, on le savait déjà plus ou moins mais sans vraiment savoir, sans vraiment vouloir savoir qu'on le savait. Désormais, après la décapitation de Samuel Paty, nul ne peut plus l'ignorer.

Et ça change tout.

Ca change tout au point de déclencher, on le voit chaque jour un peu plus, une troisième guerre civile larvée, particulièrement

déstabilisante, une guerre civile symbolique, sans merci, chez les Français non musulmans, ou au moins chez ceux d'entre eux qui ont accès aux *medias* légitimes, à la presse écrite ou à la télévision¹⁴. Dans ce champ la guerre est désormais sans pitié entre ceux qui clouent au pilori les « islamo-gauchistes » et ceux qui, à l'inverse, n'ont pas de mots assez durs contre les « laïcards ». Tous, pourtant, parlent au nom de la laïcité, mais les uns la voient « ouverte » et les autres « fermée ». Cette opposition n'est pas nouvelle mais elle atteint désormais un niveau de violence tout à fait inédit. On a ainsi pu entendre un député LR proclamer que la gauche dans son ensemble – pas seulement la gauche de gauche, réputée islamogauchiste, non, toute la gauche – était désormais radicalement disqualifiée, qu'elle n'avait plus droit à la parole, car les traîtres, n'est-ce pas ? – n'ont pas droit à la parole. Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, est largement sur les mêmes positions. Les accusations croisées sont désor-

14. Où on ne voit à peu près jamais apparaître aucun représentant du monde musulman, pourtant plus que concerné ...

mais paroxystiques. Le plus fascinant est d'ailleurs qu'elles visent une essence supposée de l'ennemi – cas typique des guerres civiles – et non telle ou telle mesure que proposerait un des camps qui s'affrontent car au bout du compte le plus clair de l'affaire c'est que – une fois passées les propositions tonitruantes à l'effet douteux ou radicalement impraticables – personne ne sait réellement quoi faire ou ne propose quoi que ce soit de convaincant. On est d'autant plus violent, on en rajoute d'autant plus sur les signes extérieurs de conviction et d'une détermination sans faille, qu'on se sent démuné et sans prise sur une situation qui échappe largement à tous¹⁵.

15. Pourquoi parler de « guerre civile larvée » et pas seulement de conflit ? Un conflit, en démocratie, oppose des adversaires. Dans tous les conflits que nous venons de lister les adversaires se voient de plus en plus comme des ennemis.

Luttes de don et de reconnaissance

Probablement parce qu'elle est mal diagnostiquée. On se demande s'il faut être plus ou moins répressif envers l'islam politique (ce qui de proche en proche pose, plus généralement, la question du rapport d'ensemble à l'islam). La question est légitime, mais nous n'avons de chance d'y apporter une réponse correcte que si nous nous demandons, d'une part, ce qui provoque cette sécession de nombreux jeunes musulmans français, et, de l'autre, l'insuffisance des réponses proposées par lesdits laïcards ou islamogauchistes. Pour tenter d'apporter une réponse correcte, il nous faut sortir du cadre figé du débat (de la guerre civile symbolique, plutôt) en nous inspirant des théories de la lutte pour la reconnaissance (de Hegel à Axel Honneth, etc.) et en les enrichissant à la lumière du paradigme du don¹⁶. Fixons en quelques mots les traits essentiels de cette approche :

16. Développé dans le cadre de *La Revue du MAUSS*. Cf. A. Caillé, *Extensions du domaine du don. Demander -donner-recevoir-rendre*, Actes Sud, 2019.

Les conflits sociaux ne sont pas provoqués uniquement, et même pas toujours principalement, par la faiblesse des ressources matérielles dévolues aux plus pauvres ou aux moins bien lotis, mais autant ou plus par le déficit de la reconnaissance qui leur est accordée. Chaque sujet ou chaque groupe social veut se voir reconnu comme ayant de la valeur. Et chacun estime avoir de la valeur pour autant qu'il donne quelque chose, qu'il est performant dans le cycle du demander-donner-recevoir-rendre (DDRR). À défaut de pouvoir donner du bien ou des biens, reconnus comme tels, il se vouera à devenir donateur de mal ou de mort, de malemort, ou entrera dans le cycle du ignorer-prendre-refuser-garder (IPRG). Tout le problème étant, évidemment de savoir qui reconnaîtra les dons de bien – ou de mal – comme tels, à la fois comme des dons et comme du bien ou du mal.

Demandons-nous quel éclairage une telle approche est susceptible de jeter sur la situation actuelle. En précisant tout de suite que pour essayer d'y voir un peu clair dans une situation effroyablement embrouil-

lée, complexe et immaîtrisable, il convient de laisser de côté provisoirement tout un ensemble de dimensions ou de paramètres pourtant hautement pertinents. Ne disons rien ici, donc, ou presque, de la dimension géostratégique du rapport de la France à l'islam, même si le désaveu des positions du gouvernement français sur le séparatisme par une bonne part du monde arabe et les attaques d'Erdogan contre Macron font bien évidemment, et entre autres, partie du problème. Ne disons rien, non plus, des autres guerres civiles potentielles qui montent en puissance : celle qui oppose ceux qui veulent à tout prix relancer la machine économique et ceux qui veulent à tout prix la ralentir pour préserver l'environnement ; les véganes et les mangeurs de viande ; un certain féminisme qui exhorte à « éliminer les hommes » (symboliquement, s'entend) ; la lutte des homosexualités contre les hétérosexualités et réciproquement ; celle des descendants des anciens colonisés contre les anciens colonisateurs, etc. Ces dimensions entrent pourtant directement en jeu, elles aussi, dans le rapport des Français de souche à l'islam,

et réciproquement, puisque la question du rapport entre les hommes et les femmes est bien évidemment, là encore, cruciale¹⁷. Concentrons-nous sur les rapports entre les partisans d'une laïcité fermée (stigmatisés comme laïcards par leurs adversaires), les partisans d'une laïcité ouverte (stigmatisés comme islamogauchistes par leurs adversaires) et les musulmans de France.

Les musulmans français radicalisés

Du côté de ces derniers plusieurs faits sont évidents. L'islam a été la religion la plus hégémonique dans le monde, à égalité ou presque avec le christianisme, et le reste quant au nombre des croyants. En 2015 (derniers chiffres connus) ils étaient, 1,8 milliard (soit un quart de la population mondiale) contre 2,3 milliards de chrétiens¹⁸.

17. Et il faudrait parler aussi du trafic de drogue, seule voie d'accès facile à la richesse (avec le sport) dans les cités.

18. Les hindous étaient 1 milliard et les bouddhistes 500 millions.

Mais comme le nombre des musulmans croît deux fois plus vite que la population mondiale, ils doivent être aujourd'hui déjà à peu près à égalité en nombre avec les chrétiens. Au-delà des chiffres, retenons que les musulmans actuels sont les héritiers de conquérants à la fois violents et civilisateurs, et que, autrefois dominateurs, ils vivent aujourd'hui dans l'humiliation d'être dominés, économiquement, militairement, politiquement et culturellement.

Les musulmans français, majoritairement issus du Maghreb¹⁹, sont les héritiers d'une situation de colonisés et, plus que toute autre minorité en France, ils sont victimes du racisme et des suspicions policières (pas toujours infondées, vu le cercle vicieux dans lequel ils se trouvent). Leurs ancêtres bien lointains ont apporté énormément à la culture européenne (et mondiale) et ont permis en Espagne cinq siècles de *convivencia* entre musulmans, juifs et catholiques

19. L'immigration turque mériterait une analyse plus particulière. Elle se vit comme l'héritière du califat, cette hégémonie sur le monde musulman qu'Erdogan espère reconquérir.

(sous domination musulmane bien sûr et avec un statut inférieur, mais bon an mal an la coexistence était possible). Leurs arrière-arrière-grands-parents ont contribué massivement à la libération de la France et ont connu en retour de sanglants massacres à la première demande d'indépendance ou d'égalité effective. Leurs arrière-grands-parents ont massivement participé à l'industrialisation de la France en vivant souvent dans des bidonvilles avec des salaires inférieurs à ceux des Français. Leurs grands-parents ont participé en 1983 à la marche pour l'égalité et contre le racisme (dite marche des beurs) ou partagé ses espoirs d'être reconnus comme citoyens français à part entière. Leurs parents ont commencé à être frappés de plein fouet par la désindustrialisation de la France (voulue par des élites pariant sur la mondialisation financière et en tirant profit). Premières victimes d'un chômage de masse ils ont ressenti de plus en plus fortement le poids de la ghettoïsation et de la stigmatisation. Les rêves d'émancipation par l'École (ou l'Université) se sont largement dissipés pour deux séries de raisons croisées. D'une

part, et même si à situation socio-économique comparable les enfants issus de l'immigration réussissent mieux scolairement (et notamment les filles) que les Français de souche, la culture musulmane ne met pas le même accent sur l'importance du savoir que les Juifs ou les Asiatiques. Et, de l'autre, il y a de toute façon de moins en moins d'emplois à occuper. Nous en sommes là.

Résumons. Les musulmans français actuels sont les héritiers d'une culture-religion qui peut se targuer d'avoir su donner non seulement la mort à ses ennemis mais aussi le savoir et la convivance à ceux qui acceptaient sa domination. Plus tard, les musulmans colonisés ont donné leur sang puis leurs bras pour la France. Leurs descendants ressentent profondément et amèrement le fait que ces dons n'ont pas été reconnus comme tels et ils ont souvent le sentiment que la France ne leur donne en retour pas ou plus grand-chose sinon, de plus en plus, du mépris ou de la haine. Une partie d'entre eux s'extrait donc du cycle symbolique du don, du don d'alliance (le cycle DRR) et bascule dans le cycle diabolique

du IPRG. Au lieu de demander à la France quoi que ce soit (des emplois, la dignité, la médecine, les services publics, etc.) ils préfèrent l'ignorer ou refuser ses dons, et plutôt que donner, prendre. Ou encore, ne pouvant pas accéder à la reconnaissance de la part de la culture dominante ils la cherchent auprès de ceux qui prétendent incarner un islam tout-puissant, celui qui n'a pas à chercher à être reconnu par d'autres cultures mais qui, au contraire, serait l'unique dispensateur de reconnaissance légitime. Ne pouvant rien donner qui soit susceptible d'être reconnu comme un don positif, ils préfèrent donner (et se donner) la mort. Avant de basculer dans la posture du héros, ils se campent en victimes. Leur discours constitutif est : « Ils (les Français de souche, les Gaulois) nous ont tout pris, reprenons-leur tout, à commencer par la vie ». À quoi, en un parfait jeu de miroir, répond le discours de l'extrême-droite : « Nous leur avons tout donné (les bienfaits de la colonisation), ils nous prennent tout, ils veulent tout nous prendre ».

L'urgence absolue est d'éviter la prolifération de ceux qui, des deux côtés, profèrent ce genre de discours. Elle ne peut qu'opposer *crescendo* la haine à la haine dans une spirale mortifère.

Les partisans d'une laïcité fermée

Regardons maintenant du côté des partisans d'une laïcité fermée. Peut-être sera-t-il bienvenu d'en distinguer deux catégories bien différentes, même si elles se chevauchent parfois. Pour la première, l'invocation de la laïcité sert avant tout à exprimer une haine de l'islam en général (sur fond d'une haine de toutes les religions, ou bien au nom du christianisme ou du judaïsme) et des musulmans en particulier. On veut bien qu'ils deviennent pleinement français, mais à la condition de renoncer à toute particularité. La référence aux droits de l'homme, au pluralisme et aux valeurs démocratiques est alors largement rhétorique et cache mal ce qui n'est souvent pas autre chose que du racisme pur et simple et

la nostalgie du colonisateur. La laïcité fermée devient laïcité dure ou de combat.

La seconde recrute avant tout chez les intellectuels et les enseignants. Eux sont sincèrement attachés à l'universalisme des droits de l'homme et à un idéal d'émancipation. Mais voyant cette émancipation avant tout et nécessairement comme une émancipation individuelle, hors de tous les dogmes et donc, au bout du compte, hors de toute religion, ils ne supportent pas plus que les représentants de la première catégorie de laïques fermés, les signes d'appartenance religieuse. D'où la fixation sur la question du port du voile dont ils renâclent à différencier les diverses significations possibles²⁰.

20. Sur son blog de *Mediapart* le sociologue Fhrad Khosrokhavar, un des meilleurs connaisseurs du monde musulman et analyste du *djihad*, écrivait le 18 octobre 2020) : « Ainsi, on en est venu insensiblement à identifier le voile et le fondamentalisme islamique alors que la recherche universitaire montre bien qu'il n'existe pas un seul type de voile mais au moins trois : le voile personnel, le voile fondamentaliste et le voile traditionnel. Ce dernier est porté surtout par des femmes âgées qui préservent la culture musulmane traditionnelle, en voie de disparition. Le voile indi-

Le voile est interprété comme une forme de soumission au patriarcat et d'acquiescement, au moins passif, à tous ceux qui au sein de l'islam s'opposent aux valeurs républicaines et à la Raison. Imposer une laïcité stricte est vu comme un devoir imprescriptible. Avec ceux qui s'en prennent à la République il n'y a aucun accommodement raisonnable à rechercher.

Ce que ces deux catégories d'apologie d'une laïcité fermée ont en commun c'est de proposer une lecture restrictive de la loi de 1905 sur la laïcité et de n'en garder comme souvenir que la séparation définitive qu'elle consommait avec l'Église catholique sans vouloir voir que cette loi affichait une grande tolérance envers les manifestations d'appartenance religieuse y compris dans l'espace public. Elle recherchait la concorde avec les religions et non la

viduel est celui de jeunes femmes qui réclament son port afin de se conformer à ce qu'elles considèrent comme un rapport personnel entre elles et Dieu. Il n'a aucune visée hégémonique ni ne procède d'aucun prosélytisme ». Des jeunes femmes le portent aussi pour avoir la paix dans les cités.

guerre, et condamnait tout ce qui pourrait porter atteinte aux libertés religieuses. Oui, diront certains à juste titre, mais la situation est désormais toute différente. Les catholiques même anti-républicains ne commettaient pas d'attentats, et nous sommes maintenant effectivement en guerre contre des musulmans qui ne se soucient ni de démocratie ni de laïcité (sauf quand ça les arrange auprès des tribunaux) mais uniquement de la victoire finale de l'islam. Et même d'un islam particulièrement rigoriste, intolérant et meurtrier.

Difficile de ne pas leur donner raison sur ce point. Mais la difficulté est qu'il ne s'agit pas seulement de lutter activement contre les 10 à 15 000 radicalisés mais de savoir comment on fait pour convaincre les 700 000 musulmans, jeunes de surcroît, qui refusent de les condamner. Pourquoi ne sont-ils guère accessibles au discours des droits de l'homme et de la Raison ? Pourquoi ne voient-ils pas dans son offre un don, destiné à les faire vivre mieux, mais bien plutôt un poison visant à les anéan-

tir²¹ ? On pourra dire, bien sûr, qu'ils sont endoctrinés et victimes de la situation sociale et économique qui leur est faite, et espérer qu'avec une amélioration de cette situation et plus de pédagogie ils reviendront à de meilleurs sentiments républicains. Ou dire (avec les laïcistes de la première catégorie) que de toute façon ils ne comprendront que la force et plaider pour des interventions nettement plus musclées de la police, voire de l'armée. Mais, outre qu'on ne peut pas recruter des policiers à l'infini, comment ne pas voir que le remède a de grandes chances d'être pire que le mal en reconduisant la situation coloniale dont beaucoup pensent qu'on n'est jamais vraiment pleinement sorti et qui attise les haines ? Et il est douteux que la multiplication ou le renforcement des cours sur la laïcité y fasse grand-chose. Et *a fortiori* s'ils sont perçus comme des attaques en règle contre l'islam.

21. Dans un petit article célèbre, Gift/gift, Marcel Mauss avait mis en lumière le double sens du mot don (*gift*) dans les langues germaniques anciennes. Le même mot désigne à la fois le don et le poison.

En amont de ces positions qui se veulent dures ce que les tenants des deux catégories de partisans d'une laïcité fermée ont en commun c'est l'incompréhension du refus de leurs dons. Les premiers pensent avoir apporté et apporter encore la civilisation, le progrès économique, social et sanitaire, et se plaignent de ne recevoir en retour qu'ingratitude. Les seconds pensent apporter les Lumières de la Raison, la science, l'émancipation et le savoir. Ils offrent la culture française, la littérature, la philosophie, et ne comprennent pas qu'elles ne soient pas demandées et souvent refusées. Encore une histoire de dons non perçus comme tels, refusés et convertis en ressentiment tant du côté des donateurs que des donataires putatifs.

Les partisans d'une laïcité ouverte

Aux yeux d'un nombre croissant de partisans d'une laïcité fermée tous les défenseurs d'une laïcité ouverte passent désormais pour des « islamogauchistes ». Islamogauchiste

l'Observatoire de la laïcité, islamogauchistes l'Université, nous dit le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, et maintenant Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, islamogauchistes les sciences sociales (qui en voulant expliquer excusent, nous disait Manuel Valls), islamogauchiste toute la gauche. Il devient, du coup, difficile de s'y retrouver et de voir ce que le terme recouvre. Probablement pas les pratiques d'accommodement électoral municipal avec des organisations musulmanes pas toujours transparentes. Elles sont aussi répandues à droite qu'à gauche, et les plus à gauche de la gauche sont de toute façon rarement en position de pouvoir s'y livrer. Peut-être, pour essayer d'y voir un peu clair, pourra-t-on, comme dans le cas de la laïcité fermée, distinguer deux visions principales de la laïcité ouverte. La première, conformément à l'esprit de la loi de 1905, se borne à rechercher des formes de concorde possible entre croyants et athées ou agnostiques sans prohiber par principe le port de signes d'appartenance religieuse dans l'espace public. La seconde, héritière d'une

tradition révolutionnaire, a tendance à voir dans les musulmans la relève des damnés de la terre, l'équivalent du prolétariat à libérer de ses chaînes ou des juifs à protéger contre le racisme et les pogroms. Elle entre ainsi en résonance objective avec l'islam radical puisque, comme lui, elle dénonce le colonialisme et le racisme antimusulman.

Cette position, qui est certainement la plus généreuse, se heurte à une difficulté considérable : la dénonciation du racisme et du colonialisme par les différentes tendances de l'islam politique est purement tactique et tout simplement non crédible. Elle endosse la position de victime pour mieux servir un objectif de domination. Recep Erdogan, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, les frères musulmans, etc. ne sont pas des champions plausibles de l'idéal démocratique et de la tolérance. Il y a là, à gauche de la gauche, l'équivalent de la cécité de nombre des intellectuels de gauche qui avaient soutenu le FLN algérien en croyant voir en lui le fer de lance de la révolution prolétarienne alors qu'il s'agissait au premier chef d'une insur-

rection religieuse²². Par ailleurs la générosité de la gauche de tradition révolutionnaire ne lui vaut pas une grande gratitude de la part des principaux intéressés. La grande majorité des musulmans ne se reconnaît en rien dans un projet de révolution anticapitaliste planétaire, à la fois économique et sociétale, qui mettrait à bas toutes les normes familiales et sexuelles héritées et liquiderait à terme toutes les religions. On se donne à la cause des réprouvés, à leurs demandes supposées, mais ceux-ci ne veulent pas de ce don-là. Quant aux tenants d'une laïcité ouverte modérée, qui rappellent inlassablement l'esprit de la loi de 1905, le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils ont du mal à se faire entendre.

Conclusion : Tout se complique

Dans l'idéal une communauté politique devrait fonctionner à peu près comme suit. Ses membres (se) donnent les uns aux autres

22. Comme l'a très bien montré Jean Birnbaum dans *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Seuil, 2016.

plus qu'ils ne (se) prennent. Ils demandent les uns aux autres plus qu'ils ne s'ignorent. Ils donnent plus de bienfaits que de méfaits, plus de vie et de créativité que de mort et de stérilité. Les conflits sont tempérés par la certitude que ce ne seront pas toujours les mêmes qui gagneront. L'État, représentant de la communauté politique, donne à ses membres la protection contre la violence, l'éducation, la santé, etc., et ceux-ci, en retour, se sentent en dette vis-à-vis de lui et prêts à lui donner, jusqu'à leur vie si besoin était. Un système de valeurs amplement partagées fait que chacun se voit plus ou moins reconnu à sa valeur en fonction de son insertion réussie dans de multiples cycles de demander-donner-recevoir-rendre.

Nous sommes bien loin d'un tel modèle. La situation que nous avons décrite de manière idéal-typique est celle d'une crise généralisée du don et de la reconnaissance. Chacun veut donner mais voit ses dons méconnus, non reçus, ignorés, rejetés. Plus personne ne sait qui est habilité à reconnaître qui. D'où la propension de tous les conflits actuels à se transformer en guerres

civiles larvées. Dans cette situation de plus en plus chaotique, tous ont à la fois raison et tort, leurs bonnes raisons de dénoncer le tort qui leur est fait. C'est la raison pour laquelle dans notre schématisation nous n'avons donné raison ou tort à personne en essayant simplement de montrer certains des ressorts non perçus de cette situation si complexe et si dangereuse. Pour aller plus loin et commencer à pourvoir nous demander ce qu'il convient de faire maintenant il convient de prendre en compte trois considérations cruciales :

-1. Il y a bien une dimension de guerre contre l'islam politique à assumer. Elle ne pourra être gagnée qu'avec l'appui de la majorité des musulmans français, les 75 % qui n'ont aucune sympathie pour l'islamisme politique et entendent être des Français comme les autres. Autant la liberté de caricaturer, fût-ce de manière dégradante, et de blasphémer doit être garantie par la loi, autant il est douteux que faire de l'exhibition des caricatures de Mahomet une quasi-religion d'État soit le meilleur moyen de gagner leur confiance.

2. Il est hors de question de ne pas défendre l'idéal de la démocratie, du pluralisme, des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Mais il ne faut pas faire silence sur le fait que cet idéal a été gravement compromis par sa récupération et son dévoiement néolibéral (et la même chose est vrai de l'idéal de la vérité dévoyé en multiples vérités alternatives et autres *fake news*). Aucune tentative de sortir de l'enchevêtrement inextricable des multiples guerres civiles larvées que nous connaissons désormais n'a la moindre chance de succès si elle ne s'accompagne pas d'une refondation en profondeur de l'idéal démocratique et citoyen. Ce qui passe nécessairement par la dénonciation des inégalités obscènes et du séparatisme de nos élites.

3. En amont des multiples crises françaises du don et de la reconnaissance, il y a le fait que la France ne se reconnaît plus elle-même. Elle ne sait plus ce qu'elle doit garder et valoriser de son passé, quelle place elle occupe ou devrait encore occuper dans le monde (économique, politique, culturelle) ou en Europe. Elle ne parvient plus à offrir de raisons suffisantes de vivre et de (se) don-

ner à nombre de ses enfants parce qu'elle ne s'aime plus ou ne croit plus en elle.

Voilà tout ce qu'une offre politique capable de nous sortir du chaos devrait pouvoir dire, en parlant à tous : aux gilets jaunes ou aux groupes sociaux rejetés à la périphérie, aux salariés statutaires, aux associations et aux syndicats, aux cités ségréguées, ou encore aux membres des élites mondialisées de bonne volonté. Tout ceci en prenant en compte l'enjeu prioritaire que constitue le réchauffement climatique. Quelles femmes ou quels hommes politiques pourraient porter un tel discours de vérité ? Des femmes ou des hommes convivialistes. *Who else ?*

Éléments d'une éthique de la discussion convivialiste

Les polémiques politiques, éthiques, philosophiques, littéraires, artistiques, sont-elles plus violentes aujourd'hui qu'il y a un siècle ou deux ? Laissons les historiens en débattre. Ce qui est sûr en tout cas c'est que depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale elles le deviennent chaque année davantage dans les pays occidentaux, en principe tempérés. Le règne des *médias* et l'omniprésence d'internet y sont évidemment pour beaucoup. La démultiplication des canaux d'expression, l'accès qui y est désormais ouvert à chacun hors de toute censure ou de toute régulation, l'instantanéité des échanges qui incite à donner immédiatement libre cours à l'expression spontanée

des sentiments sans laisser un moment à la réflexion, l'accélération du temps qui fait que chacun en manque, l'obligation qui en résulte de présenter toute idée ou toute information le plus brièvement possible – le *tweet* étant l'incarnation par excellence de cette norme –, tout ceci contribue à réduire les débats publics à la circulation des « petites phrases ». C'est par les petites phrases, supposées devoir faire mouche et toucher le public-cible au cœur, par une simple formule destinée à marquer les esprits qu'il faut tenter d'exister médiatiquement. Hors de la petite phrase, point de salut. Autrement dit, aucune visibilité. De ce principe Donald Trump aura été chaque jour l'illustration vivante. Tout propos, aussi complexe soit-il, doit pouvoir se condenser en une petite phrase – ou, au mieux, dans le quart d'heure d'un Tedx. Sous l'empire de la petite phrase, les idées n'apparaissent plus comme les moments d'un discours construit et cohérent, mais comme de simples parcelles discursives, qui valent, en quelques mots, pour le discours tout entier. D'un essai qui vient de paraître on ne retiendra que la petite phrase qui le résume et qui dispensera de le lire.

Dévoisement de la critique critique

Tout cela est bien connu et évident. Ce qui l'est moins, peut-être, c'est que la petite phrase n'est pas seulement censée valoir pour le tout du discours et de la pensée, elle fonctionne également, et plus encore, comme si elle représentait à elle seule le tout de son auteur, l'essence profonde de sa personne. Elle apparaît comme sa signature – à la manière d'un tag en quelque sorte – et comme l'expression la plus transparente de sa personnalité profonde. La question, dès lors, n'est plus de savoir ce que telle ou telle idée, tel ou tel concept, telle ou telle analyse aident à penser, mais ce qu'ils révèlent ou sont censés révéler de leur auteur. Est-il bon, est-il mauvais ? Est-il des nôtres ou des autres ? Vient-il conforter ce que nous pensons – ou plutôt ce que nous ressentons –, ou, au contraire, risque-t-il de l'invalider ? Ami ou ennemi ? Honorable ou immonde ? Dans un tel régime discursif aucune pensée complexe n'est audible et recevable. La petite phrase ne se propose pas de faire penser,

elle vise à susciter l'amour ou l'admiration d'un clan en condensant en quelques mots la haine qu'il voue à un autre ou à d'autres clans.

Inspirons-nous de René Girard, au moins un moment. Dans la rivalité mimétique de tous contre tous, il faut, pour exister médiatiquement, désigner un ou plusieurs adversaires dont on dénoncera l'impureté et dont on exigera la mise à mort symbolique. La règle du jeu est de se montrer toujours plus critique, plus que critique, critique critique²³, de jouer le rôle de celui à qui on ne la fait pas et qui sait dévoiler derrière les propos de l'adversaire les non-dits répugnants, les désirs « nauséabonds », forcément nauséabonds, les tropismes rétrogrades ou les provocations spectaculaires-mercantiles obscènes. Plus critique que moi, tu meurs. En un mot, dans le régime discursif de la petite phrase tout fonctionne à la recherche

23. On fait allusion ici au sous-titre donné par Marx et Engels à *La Sainte Famille* (1844) dans lequel ils réglèrent leurs comptes avec le criticisme spéculatif des jeunes hégéliens de gauche : « Critique de la critique ».

de boucs émissaires. Il n'y a rien à comprendre, – car chercher à comprendre reviendrait d'emblée à justifier –, il y a à dénoncer. Qui ne dénonce pas n'est pas des nôtres et doit être à son tour dénoncé. Les règles de ce jeu de la dénonciation généralisée sont désormais clairement établies : à l'accusation de populisme ou de communautarisme, tombée d'en haut, répond l'opprobre jeté sur les élites médiatiques, financières, morales ou politiques soupçonnées de complots contre le peuple. Hors de ce référentiel, aucun propos n'est recevable. Ce qui n'est pas localisable dans ce système de coordonnées n'est tout simplement pas identifiable.

De cet emballement de la critique critique généralisée, toujours plus haineuse et viscérale, médiatisation et numérisation ne sont pas seules responsables. Ou, plutôt, elles vont de pair avec la dislocation de toutes les échelles spatio-temporelles héritées qu'induit la globalisation néolibérale. Le plus lointain devient le plus proche, ici est ailleurs, ailleurs est aussi ici, passé et avenir se dissolvent dans le présent, voire dans la pure instantanéité. Ce brouillage des coordonnées du temps

et de l'espace engendre l'incertitude sur les repères de la solidarité. De qui sommes-nous solidaires ? Envers qui doit s'exercer en priorité notre loyauté ? De qui sommes-nous en droit d'attendre une aide ? Qui sont nos frères, et qui nos ennemis ? Qui le sait ?

C'est cette incertitude qui génère l'espèce d'affolement qu'on sent à l'œuvre derrière le prurit de la dénonciation universelle – devant quel Tribunal ? – et qui l'alimente. Plus que jamais, tout se dissout dans l'air, les idées les plus établies, les valeurs les plus chères, les institutions les plus solides. Personne ne sait plus vraiment à quel saint se vouer. Gauche et Droite volent en éclats, les Églises se décomposent, les nations aussi, et tout le monde est déboussolé.

Même si cet état de sidération et d'impuissance rageuse s'est aggravé depuis la parution du *Manifeste convivialiste* en 2013 il n'a rien de surprenant pour les convivialistes puisque leur point de départ était précisément le constat que les grandes idéologies de la modernité, libéralisme, socialisme, communisme, anarchisme, ne sont plus à hauteur de l'époque, qu'elles ne nous permettent

plus de donner sens au présent et à l'avenir. Il est urgent de tenter d'en retrouver à partir des lambeaux de sens qui subsistent et des nouveaux qu'il faut inventer. Le fait que ceux qui se reconnaissent dans le convivialisme proviennent d'horizons idéologiques assez divers, opposés parfois, et qu'ils aient pu se mettre d'accord sur des principes fondamentaux partagés sans s'invectiver ou se soupçonner et se taxer des pires intentions, est évidemment très encourageant. Mais il faut aller beaucoup plus loin que ce qui a déjà été fait pour que le convivialisme puisse servir effectivement de boussole utile, nationalement ou internationalement. Pour cela il est nécessaire d'élargir le cercle de la discussion bien au-delà des quelques dizaines d'intellectuels qui l'ont menée jusqu'ici sur la base d'une interconnaissance qui a beaucoup facilité les choses. Comment éviter que cette discussion élargie ne retombe dans les ornières du soupçon et de la dénonciation systématiques – ces machineries qui alimentent les passions tristes de la haine et de l'impuissance ? Existe-t-il une éthique de la discussion convivialiste qui puisse faire office

de garde-fous ? Une éthique de la discussion inspirée des cinq principes centraux du convivialisme – commune naturalité, commune humanité, commune socialité, légitime individuation, opposition créatrice²⁴ ? Sans doute, mais encore faut-il l'expliciter. Tentons d'en dégager quelques éléments.

L'idée même d'une éthique de la discussion

L'idée même d'une éthique de la discussion est due, on le sait, aux philosophes allemands Karl-Otto Appel et Jürgen Habermas²⁵ qui y ont vu, au moins pour un temps, le moyen de trouver un fondement rationnel discursif aux normes sociales. Seraient universalisables les normes sur lesquelles se seraient mis d'accord des interlo-

24. Principes complétés par l'impératif catégorique de maîtrise de l'*hubris*.

25. Cf. J. Habermas, *De l'éthique de la discussion* (1992), titre original : *Erläuterungen zur Diskursethik* (1991) ; réédition : Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2013

cuteurs de bonne foi, aussi opposés soient-ils au départ, placés dans une situation de discussion idéale, c'est-à-dire non faussée (*distorted*) par des passions irrépressibles ou des intérêts anti-sociaux. L'ambition de cette éthique habermassienne de la discussion est sans doute excessive. Rien ne prouve qu'il soit possible de définir des normes universalisables sans référence à des valeurs ultimes et de mettre un terme rationnel, aussi discursif soit-il, à ce que Max Weber appelait « la guerre des dieux ». Sans compter qu'on a parfois l'impression que les interlocuteurs idéaux de Apel et Habermas, bien loin de l'humanité ordinaire, sont supposés devoir avoir en tête toute l'histoire de la philosophie morale et politique pour être admis à la table des débats. Être, en somme, des philosophes allemands. Plutôt qu'une éthique de la discussion rationnelle c'est d'une éthique de la discussion décente dont nous avons besoin pour le convivialisme.

L'idée rectrice en est donnée par une formule de Marcel Mauss reprise dans le *Manifeste convivialiste* à titre d'explicitation du principe de maîtrise des oppositions. À la

fin de son célèbre *Essai sur le don* Mauss écrit : « Les sociétés ont progressé dans la mesure où elles-mêmes, leurs sous-groupes et enfin leurs individus ont su stabiliser leurs rapports, donner, recevoir, et enfin rendre [...] C'est ainsi que le clan, la tribu, les peuples ont su – et c'est ainsi que demain, dans notre monde dit civilisé, les classes et les nations et aussi les individus, doivent savoir – s'opposer sans se massacrer et se donner sans se sacrifier les uns aux autres » (1966 (1925), p 278).

« Savoir s'opposer sans se massacrer ». La formule prend tout son sens si on s'arrête pour commencer sur sa première partie. Il faut savoir s'opposer, donc, *il faut* s'opposer. On est loin ici de l'aspiration au consensus qui anime l'éthique de la discussion habermassienne. Ce n'est pas seulement que l'opposition entre les humains est inévitable. Inévitable puisque les intérêts et les points de vue divergent nécessairement entre les aînés et les cadets, les jeunes et les moins jeunes, les hommes et les femmes, les puissants et les faibles, etc. Au-delà de ce constat factuel, l'idée qui transparait derrière l'affirmation

que les hommes « doivent savoir s'opposer » est que l'opposition, n'est pas seulement inévitable, elle est également souhaitable. C'est elle qui en alimentant les « désaccords féconds » est créatrice de vie et de sens. C'est à travers elle que se fait jour une diversité qui vaut pour elle-même. Ce n'est pas à dire, néanmoins, que toute opposition soit désirable et légitime. Seule l'est celle qui s'inscrit dans la visée d'une alliance avec ceux qui s'inscrivent dans une dynamique du donner, recevoir et rendre, et non du prendre-refuser-garder. Une alliance de vie et de créativité. Ou, pour le dire autrement, est désirable et légitime toute forme de collectivité sociale qui favorise la plus grande diversité en son sein qui soit compatible avec son propre maintien et développement. Son développement en vue de la plus grande créativité (d'autres parleraient de *capabilités*) de tous. Est recevable et admissible dans la discussion tout propos qui s'inspire de cette règle.

Cette dynamique du donner, recevoir et rendre est inspirée par un pari de confiance. Un pari risqué, assurément. Nul ne peut ignorer en effet que nombre des partenaires

à la discussion, derrière l'affichage de grands principes et des proclamations vertueuses, masquent des intérêts peu avouables. Purement narcissiques, souvent, mais aussi, fréquemment, des intérêts matériels ou de pouvoir. C'est là le b-a ba de la critique, qu'on ne saurait ignorer. Plus encore : souvent la critique, qu'elle soit d'inspiration marxiste, freudienne, ou autre, repose sur l'hypothèse que ces intérêts sont inconscients et que les sujets se mentent à eux-mêmes. C'est leur faire trop peu d'honneur. Très souvent les calculs d'intérêt sont beaucoup plus conscients que la critique ne le postule, et l'hypocrisie, la tromperie et le désir de nuire beaucoup plus délibérés.

Le principe de charité dialogique

Néanmoins le pari convivialiste, celui qui doit inspirer une éthique de la discussion pragmatique, est que, *jusqu'à preuve du contraire*, tous les participants au débat doivent être supposés : 1°) de bonne foi ; 2°) intelligents ; 3°) soucieux du bien com-

mun. Pour le dire autrement, la règle qui doit présider à l'écoute et à la lecture des propos de ceux avec qui on est en désaccord est d'appliquer le *principe de charité dialogique*. Autrement dit, entre plusieurs lectures possibles d'un texte ou d'un propos, d'en choisir la plus favorable à l'adversaire, de privilégier systématiquement celle qui le fait apparaître le plus intelligent et le plus moral possible. En un mot, un(e) convivialiste se réjouira de l'intelligence et de la dignité de ses opposants plus qu'il ne les craindra. Le respect de cette simple règle, apparemment anodine, éviterait la plupart des procès d'intention et des fausses querelles, en trompe-l'œil, qui polluent le débat public. Elle implique de s'interdire l'usage de tout qualificatif blessant et dépréciatif – sans compter les noms d'oiseau – et de toute imputation d'immoralité foncière de l'adversaire. Autrement dit, la *reductio ad hitlerum* ou *ad stalinum*, les imputations *a priori* et quasi mécaniques de fascisme, de racisme, d'antisémitisme, de populisme, de complotisme, de communautarisme, de laïcardisme, de nationalisme, de cosmopolitisme apatride, de droitisme,

de gauchisme, de bondieusisme, voire de bourdieusisme, etc., ne sont pas de mise. Sauf *preuve* du contraire. Un simple soupçon ne suffit pas à disqualifier les adversaires. Et on doit s'interdire d'exprimer ce soupçon publiquement aussi longtemps qu'il n'est pas plus que solidement étayé.

Le recours au principe de charité dialogique – l'hypothèse que l'adversaire est profondément intelligent, honnête et respectable – n'a pas seulement une fonction diplomatique. Et même pas principalement. Il serait en réalité totalement contreproductif s'il s'agissait de se voiler la face pour ne pas avoir à affronter les ennemis véritables et à condamner des positions effectivement inacceptables. Il ne serait alors que couardise et pusillanimité. Non, sa principale utilité est de s'obliger à être encore plus intelligent, honnête et respectable que ceux que l'on entend critiquer, et de ne pas se dispenser d'avoir à en apporter la preuve.

Complexité

Mais si ceux à qui on s'oppose sont réputés profondément intelligents, honnêtes et respectables, pourquoi s'opposer à eux ? Ce ne peut être que parce que nous nous inspirons de valeurs ultimes inconciliables, ou/et parce qu'il nous semble qu'ils n'ont pas pris la pleine mesure de la complexité des problèmes. Même dans le cas de discussions entre personnes se réclamant du convivialisme il n'est pas possible d'écarter la première hypothèse puisque, si l'acquiescement aux cinq principes centraux du convivialisme (plus l'impératif catégorique de lutte contre l'*hubris*) vaut *a priori* accord sur les valeurs ultimes, il n'empêche pas que le dialogue entre ceux qui privilégient, respectivement, les principes de commune naturalité, de commune humanité, de commune socialité, de légitime individuation ou d'opposition créatrice puisse vite tourner lui aussi au dialogue de sourds. Ou encore le débat ne peut qu'être délicat entre ceux qui viennent au convivialisme dans le sillage d'une des quatre

grandes idéologies organisées à partir d'un des cinq principes centraux, l'écologisme, le communisme, le socialisme, l'anarchisme ou le libéralisme.

Disons-le un peu différemment. Dans la majorité des débats une des grandes sources de malentendus et d'incompréhension vient du fait que les protagonistes diffèrent – souvent sans le savoir – sur l'identité du sujet légitime, ou le plus légitime au nom duquel ils parlent et dont ils se font les porte-parole. Tous se soucient du bien commun, et sont en cela respectables, mais tous ne le localisent pas de la même manière. À qui doit être accordé en priorité le respect et la reconnaissance ? Lequel des sujets possibles doit-il être la source du droit ? Est-ce *l'individu*, considéré en tant que tel, celui qui ne (se) donne qu'à lui-même, et, peut-être, à la société des individus ? Est-ce *la personne*, qui (se) donne à ses proches dans le cadre d'une communauté d'interconnaissance personnalisée, et en reçoit ? Est-ce *le citoyen*, ou *le croyant*, le membre d'une grande communauté politique ou/et religieuse, qui se donne à elle et en reçoit ? Est-ce, enfin, *l'être*

humain générique ? Chacun de ces points de vue – ou de ces points de départ – est *a priori* légitime, pour autant qu'il n'ignore pas que les autres le sont également. Raison pour laquelle il n'y a lieu d'invectiver personne *a priori*. Selon le point de vue adopté on raisonnera à une échelle différente, et comme les échelles spatio-temporelles héritées se disloquent ou se déforment à une vitesse vertigineuse aujourd'hui, on l'a vu, il y a ample matière à *dissensus*. La difficulté, en effet, est de savoir comment combiner et articuler concrètement les cinq principes du convivialisme (ou les quatre ou cinq grandes idéologies modernes, ou les quatre types de sujet de droit privilégié). Ils ne se complètent pas plus spontanément, harmonieusement et aisément que la liberté, l'égalité ou la fraternité, par exemple. Le but d'une discussion convivialiste est de parvenir à se mettre d'accord sur la meilleure combinaison possible – ou la moins mauvaise – dans une conjoncture et un contexte donnés, en sachant que tout le monde est déboussolé par la perte des repères hérités.

Et son contraire...

Arrivés à ce stade un doute, pourtant, ne peut manquer de surgir. L'éthique de la discussion convivialiste dont nous avons tenté d'esquisser les grands traits, n'est-elle pas, malgré notre insistance sur les divergences possibles et sur la valeur des oppositions, en fin de compte beaucoup trop consensualiste ? Voire gentille. Ne fait-elle pas, en quelque sorte, comme si tout le monde était beau et gentil ? Pour éviter ce risque il faut maintenant préciser qui n'a pas titre à entrer dans le cercle de la discussion convivialiste, ou à y rester, et pourquoi. Et ça fait finalement beaucoup de monde.

Ne peuvent être dits convivialistes ceux qui ne respectent pas le principe de charité discursive, qui ne comprenant pas la pluralité des points de départ légitimes, qui remplacent les arguments par l'insulte, par les propos *ad hominem*, et qui croient voir toujours et à tout instant des ennemis à éradiquer. Plus sûre manière de manquer les ennemis véritables. Pas convivialistes non

plus, bien sûr, ceux qui sont pris en flagrant délit de mensonge, de narcissisme invétéré, de recherche d'un intérêt personnel malvenu, ou qui n'hésitent pas à dire une chose et son contraire. Pas convivialistes enfin, surtout sans doute, ceux qui ne comprennent pas la nécessité de préserver et de développer les formes d'unité sociale qui permettent la manifestation de la plus grande diversité possible qui ne remette pas en cause l'unité qui permet la diversité (qui permet l'unité..., etc.).

Mais tout ceci peut peut-être se formuler à partir de la seconde partie de la phrase de Mauss que nous avons placée au centre de cette réflexion. « Il faut savoir s'opposer sans se massacrer », écrit donc Mauss, mais pour ajouter aussitôt : « Et se donner sans se sacrifier ». La lecture la plus évidente et la plus immédiatement juste de ce second membre de phrase consiste à y voir une critique de l'incantation à un altruisme qui se retourne aisément en son contraire. À se sacrifier pour une cause, on se croit vite autorisé à sacrifier ceux qui n'y croient pas, ou pas assez. N'oublions pas que Mauss écrit

l'Essai sur le don la même année, 1924, que son *Appréciation sociologique du bolchévisme*, et précisément pour critiquer l'ardeur à faire le bonheur des autres contre leur gré. Mais allons un peu au-delà du contenu explicite de la formule de Mauss. Appliqué au convivialisme, « se donner sans se sacrifier » veut dire que les convivialistes sont pleinement engagés dans ce qu'ils font et croient, qu'ils s'y adonnent totalement, mais qu'ils ne sont pas pour autant prisonniers de leur engagement. Pas prêts à tout lui sacrifier, au point de ne pas voir que d'autres sont tout aussi légitimement engagés dans d'autres causes. Ils sont d'autant plus engagés qu'ils savent pouvoir se dégager. C'est cette faculté de se dégager qui fait tout le prix de leur engagement. Sont étrangers à l'esprit du convivialisme ceux que l'incapacité à se dégager conduit au fanatisme.

Conclusion

Le risque, malgré ce que je viens de dire à la fin de ce troisième chapitre, est que le modérantisme radical n'apparaisse comme une incitation à ne rien faire, ou presque, à ne pas se révolter, à ne guère élever la voix. Qu'à trop tolérer ou à vouloir comprendre les autres, il n'en vienne à décourager toute forme d'engagement un peu sonore et énergique. Ce n'est évidemment pas le but recherché, mais quelques explications complémentaires ne seront sans doute pas inutiles. Quels sont les combats justes, quels sont ceux qui ne le sont pas ? Et quelles sont les justes formes des combats justes ? Réciproquement, à partir de quand le modérantisme radical menace-t-il, par peur de

l'activisme vindicatoire et imprécateur, de se dégrader en un inactivisme mollasson ?

La réponse à ces questions vertigineuses ne peut pas être simple. Et d'autant moins qu'elle ne peut pas être de même nature et de même portée selon qu'elle s'exerce dans le domaine de la pensée et des idées, dans celui de la politique ou de la morale, etc. N'entrons pas dans la discussion, elle aussi complexe, des rapports entre ces trois champs, et bornons-nous à envisager les très grandes lignes d'une réponse possible à nos deux questions : quels sont les justes combats, et quelles en sont les justes formes ?

Je n'y ai pas insisté, mais c'est maintenant le moment de rappeler que les trois chapitres qui composent ce petit recueil ont été rédigés à l'occasion de débats entre convivialistes. Dans mon esprit, convivialisme et modérantisme radical constituent les deux faces d'une même médaille. Voilà qui permet d'esquisser une réponse à la première question : quels sont les combats légitimes ? Ils sont ceux, et plus particulièrement aujourd'hui, qui s'opposent à tous les puissants qui violent les cinq principes du convivialisme : les

principes de commune naturalité, de commune humanité, de commune socialité, et les principes de légitime individuation et d'opposition créatrice. Légitime également et plus généralement, la lutte contre la démesure, l'*hubris*, la folie des grandeurs (lutte qui est l'impératif catégorique du convivialisme). Légitime, donc, tout ce qui contribue à l'émancipation effective : la lutte contre les despotismes, contre l'exploitation des humains et de la nature, contre le racisme et le sexisme. Légitimes, *Me too*, la dénonciation des incestes longtemps tus et cachés, de la pédophilie dans l'Église, etc. Voilà beaucoup de justes causes qui n'allaient pas toutes nécessairement de soi ne serait-ce qu'il y a quelques années. Encore faut-il éviter qu'elles ne se paralysent ou ne se contredisent les unes les autres. Ou, pour le dire autrement, il convient de veiller à ce que la focalisation sur **un** des principes du convivialisme ne s'opère pas au détriment des autres et n'aboutisse pas à son retournement.

Un seul exemple : dans la prestigieuse université de Columbia à New York (mais dans d'autres aussi aux États-Unis), la

remise officielle des diplômes est précédée depuis plusieurs années par une première remise en six temps bien séparés : un pour les descendants des Amérindiens, un pour les Noirs, un pour les Latinos, un pour les Asiatiques, un pour les étudiants à bas revenus et un réservé aux étudiants LGBTQA+²⁶. Selon le journal de l'université, ces cérémonies spéciales sont destinées à féliciter toute.s ces étudiant.e.s d'avoir « survécu dans ce qui peut être un environnement institutionnel et social hostile ». On voit bien l'intention, bonne en apparence : affirmer que toutes les personnes appartenant à des minorités autrefois ou aujourd'hui encore stigmatisées, participent d'une commune humanité. Mais en mettant ainsi en scène de façon spectaculaire leur différence, et en les enfermant dedans, on dénie la commune humanité que l'on proclame, et on rend problématique la commune socialité. À l'inverse, le choix dominant en France est celui du déni des différences et des stigmatisations.

26. Information donnée par *Le Point* (18/3/2021) et reprise par le *Canard enchaîné* du mercredi 24 mars 2021).

En proclamant haut et fort son attachement supposé absolu aux principes de commune humanité (tous les hommes sont égaux en droit) et de commune socialité (et frères), la République se refuse à reconnaître qu'elle laisse la réalité s'écarter toujours plus de son idéal affiché. Il est de plus en plus improbable qu'un enfant des classes populaires accède à une grande École, les ghettos se replient sur eux-mêmes, mais il ne faut pas trop le dire puisqu'en théorie et en principe nous sommes tous égaux, libres et fraternels²⁷.

Voilà qui permet, pour finir, de dire un mot des moyens de lutte légitimes. Les convivialistes, au moins dans leur grande majorité, je crois, se réclament de la non-violence, et j'ai présenté le modérantisme radical comme une stratégie de non-violence dans le domaine des idées. Observons, à l'appui de cette position, que les grands leaders politiques modernes qui ont su mener leur pays sur de bons rails – Gandhi, bien sûr,

27. On se retrouvera donc dans la position à la fois équilibrée et très bien informée défendue par François Héran dans sa *Lettre aux professeurs sur la liberté d'expression*, La Découverte, mars 2021.

mais aussi Nelson Mandela en Afrique du sud, Vaclav Havel en Tchécoslovaquie, ou, à sa manière Lula au Brésil – se sont inspirés d’une forme ou d’une autre de non-violence. Mais quand la guerre est déclarée (contre Hitler, par exemple), il faut aussi savoir se battre. Ce peut être le cas également dans le cadre d’un processus révolutionnaire ou d’une révolte contre les dictateurs. Quels moyens alors employer ? Certainement pas *tous* les moyens. Tous ne sont pas bons. Le contre-exemple absolu est ici celui de l’argumentation déployée par Trotsky dans son effrayant *Leur morale et la nôtre* qui entendait justifier les méthodes les plus violentes au nom de leur efficacité supposée pour atteindre un objectif intrinsèquement pur et radieux. Cent ans après, la Russie ne s’en est toujours pas remise. La même chose peut être dite de tous les terrorismes, et notamment aujourd’hui de celui d’Al Qaeda ou de Daech. Non, la fin ne justifie pas les moyens. Ce sont bien plutôt les moyens employés qui témoignent de la fin qui est effectivement poursuivie : la domination.

Concluons donc ainsi : le modérantisme radical est une incitation à démasquer la volonté de dominer (de « manier le fouet », disait George Orwell) qui se masque derrière un certain nombre de nobles causes.

Table des matières

Avertissement	5
Introduction	7
1. Plaidoyer pour un modérantisme radical	19
Quelle démocratie ?	21
La dynamique égalitaire	28
Linéaments d'une démocratie convivialiste	30
Conclusion	37
2. Nos guerres civiles larvées	
Après la décapitation de Samuel Paty	39
Luttes de don et de reconnaissance	45
Les musulmans français radicalisés	48
Les partisans d'une laïcité fermée	53
Les partisans d'une laïcité ouverte	58
Conclusion : Tout se complique	61
3. Éléments d'une éthique	
de la discussion convivialiste	67
Dévoiement de la critique critique	69
L'idée même d'une éthique de la discussion	74
Le principe de charité dialogique	78
Complexité	81
Et son contraire...	84
Conclusion	87

*Si cet ouvrage vous a plu,
faites-le connaître autour de vous.
Pour chaque exemplaire acheté,
les éditeurs reverseront 2 euros
à Convivialisme.org*

*(Tarifs préférentiels pour les achats en nombre.
Voir les conditions sur www.revuedumauss.com
ainsi que sur www.journaldumauss.net,
rubrique « Les Extras du MAUSS ».)*

Maquette et composition :
INGED, L'Ingénierie Éditoriale
76840 Hénouville

Achévé d'imprimer en avril 2021
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery
58500 Clamecy
Dépôt légal : mai 2021
Numéro d'impression : N00XXX

Imprimé en France

La Nouvelle Imprimerie Laballery est titulaire
de la marque Imprim'Vert®

L'URGENCE D'UN MODÉRANTISME RADICAL

s'émanciper sans s'étriper

par **Alain Caillé**

Même dans les pays dits démocratiques et en théorie à peu près pacifiés, on sent monter un climat de guerre civile. On ne débat pas, on ne délibère plus, on ne pense guère. On s'insulte, on se dénonce, on crie avec les loups dont on se croit proche. Pourquoi ? Les causes sont multiples.

La plus profonde tient sans doute à l'accélération de la dynamique démocratique qui rend toute situation d'infériorité, objective ou ressentie, littéralement insupportable. On ne peut que se réjouir de voir ainsi s'épanouir de multiples cheminements vers l'émancipation. Mais on ne peut aussi que s'alarmer de les voir entrer en concurrence, en lutte à mort parfois les uns avec les autres, au risque de s'entredétruire.

Ils n'aboutiront que s'ils savent s'inspirer d'un ***modérantisme radical*** et pratiquer une stratégie de non-violence dans le domaine de la pensée.

Alain Caillé, professeur de sociologie émérite à l'université Paris-Ouest-Nanterre, réunit ici sur ce thème trois articles qu'il a écrits à l'occasion de débats menés au sein du mouvement des convivialistes dont il est un des animateurs.

ISBN 978-2-914819-69-2



9 782914 819695

Maquette : Dominique Dudouble, INGED
Illustration : Victoria Bar/iStockphoto

10 €

L'Ingénierie éditoriale

INGED

2, allée de la Planquette • 76840 Hérouville